

Le libertaire

Rédaction : N. FAUCIER
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
Cachet postal : N. Faucier 1165-55

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

« Quel vent de folie passe donc maintenant dans la tête des enfants ? » se demande la presse bourgeoise inquiète de voir avec quelle fréquence la chronique des tribunaux relate des crimes commis par des adolescents.

C'est, en effet, un vent de folie, le même qui a présidé à la naissance de ces jeunes criminels et a soufflé autour de leurs berceaux. Car, tous, ce sont des enfants de la guerre, nés dans l'angoisse et le désarroi, grandis au milieu de l'exaltation du carnage et de la rapine, à une époque où se pratiquait l'absolu mépris de la vie humaine, où le meurtrier était honoré du titre de héros. L'atmosphère de tourmente qui a baigné leur enfance, les a imprégnés d'une façon indélébile. Pour la plupart, ils souffrent tout petits de la misère et de l'abandon plus ou moins complet où les laissaient l'absence du père aux armées et de la mère à l'atelier ou à l'usine.

Beaucoup restaient même orphelins de père : les trois quarts des jeunes détenus de la Petite Roquette ont perdu leur père pendant les hostilités. Enfin à un âge où tout se grave d'une façon durable et profonde, ils ont été soumis à rude école. Aujourd'hui ils sont ce que les conditions de leur existence matérielle et morale ont pu les faire : trop souvent des anomalies, presque toujours des ultra-nerveux, voire des déséquilibrés.

Ce sont encore des victimes de la guerre et des victimes plus à plaindre que celles qui succombèrent dans l'immense tuerie à laquelle elles avaient pris part, par inconséquence ou par lâcheté.

Mais la grande coupable, la société, ne se soucie pas d'en convenir et elle préfère s'indigner de ce que ces gosses à esprit trop simpliste n'ont pas compris la subtilité d'une loi qui distingue entre assassins collectifs et individuels, dispensant pour les uns ses honneurs et réservant aux autres son échaufaud.

Quant aux grands responsables de la guerre, ceux qui l'ont déclenchée ou se sont ingénier ensuite à la faire durer, ceux-là pourraient reconnaître leur ouvrage dans la jeunesse criminelle d'aujourd'hui.

Mais loin d'eux, une telle pensée. Les fa-

voris de la fortune et du pouvoir n'ont guère l'habitude de recueillir du sang et de la douleur de leurs victimes que l'accroissement de leurs dividendes ou la satisfaction de leur amour-propre. Rarement ils ont personnellement à subir les répercussions des maux qu'ils ont créés.

Il y a pourtant quelquefois d'étranges hasards. Tel ce drame récent qui vient de mettre aux prises, comme meurtière, une de ces enfants de la guerre et, comme victime la mère du député Mandel, ce Mandel qui sous l'égide du sinistre et sénile vieillard, fut un des plus ardents journalistes, un des plus zélés pourvoyeurs de charniers. C'était lui qui avec Ignace était le soutien du ministre Clemenceau. Ce ministre montrait d'autant plus d'énergie à faire se prolonger la guerre qu'il était assuré, quant à lui, d'échapper aux maux que la guerre engendrait pour le commun des mortels. Pendant que l'hécatombe humaine grandissait, Mandel, de son ministère, excitait à de nouvelles batailles et marquait tranquillement les coups.

Les années sont passées faisant oublier les victimes et les désastres causés par la grande saignée. Mais il reste encore des victimes, plus qu'on ne le croit. En plus des estropiés, de ceux qui sont voués à bientôt disparaître, il y a toute une nouvelle génération qui monte portant, comme autant de menaces toutes les tares des années de guerre pendant lesquelles elle est née.

Et voici que le hasard amène une de ces pauvres créatures à s'attaquer à la mère même d'un homme dont elle a été par répercussion la victime.

Dans cette curieuse coïncidence, des fatalistes pourraient voir l'expression d'une justice immanente. L'homme-lige de Clemenceau se souvient-il seulement de tous les inconnus qu'il a, de sang-froid, précipités dans la mort ?

Pourtant les souffrances de sa mère pourraient lui rappeler l'agonie d'hommes râtant sur les champs de bataille, et les blessures portées par la petite domestique d'autres blessures bien plus horribles qui, n'entrant pas dans leur pensée, que la honte des tranchées.

Féminisme

Sommes-nous féministes ? Etes-vous féministes ?

Des lecteurs haussent déjà les épaules. — Peuh ! le féminisme, c'est des vieilles lunes, c'est bourgeois, c'est ridicule : suffragettes, viragos.

Il est trop vrai que des bourgeois émanent grand bruit autour des urnes, espérant devenir députés : un débouché épanté pour une Française de la classe moyenne, à qui de longues études n'ont pas procuré une situation bien reluisante ; c'est si dur, les professions libérales. Ces dames et demoiselles multiplient les conférences, les articles de journaux et de revues. A les entendre, elles régénéreraient la politique, feraient régner l'hygiène, protégeraient l'enfance et supprimeraient la guerre, de par leurs cours maternels et tendres. Mais nous qui n'avons pas la naïveté de leurs auditrices et lectrices, n'oublions pas que ces dames furent impeccables de patriotisme pendant la grande guerre et sommes persuadées que leur « loyalisme » les rendrait pires à la prochaine ; pour le reste, bourgeois timorées.

Quelle est la clientèle de ces dames ?

Elle se recrute parmi la petite bourgeoisie et surtout les fonctionnaires, les employées de grandes administrations.

Mais les ouvrières ne sont guère touchées par cette propagande.

Et cela se comprend : que feraient-elles du bulletin de vote ? Peu de chose, elles le sentent bien. Et d'autres soucis les prennent. Le logement, le chômage sont pour elles des questions autrement importantes.

Et cependant il y a une question féminine qui se greffe sur la question sociale.

Cette question féminine n'est pas non plus une question sexuelle, comme semblent le croire certains camarades. C'est affaire à chacune de savoir si lui convient la vie de famille, le couple durable ou du caprice, la vie solitaire. C'est affaire de goût personnel, de sentiment, d'éducation — et très souvent, de circonstances, mais c'est, avant tout, affaire individuelle.

La question féminine par excellence est une question de pain et de loisirs, celle de l'égalité de salaires de l'homme et de la femme.

S'il existe, dans chaque métier, des catégories de salaires, il y a en plus, pour chaque catégorie, le salaire d'homme et le salaire de femme. Quelle injustice !

Il est assez curieux de constater que même des camarades ont la conviction bourgeoise et patronale de l'infériorité féminine : l'un vous confiera que, de l'aveu général, toute femme dans un service y produit moins et plus mal qu'un homme ; l'autre vous soutiendra qu'une femme doit être moins payée, parce qu'elle mange moins qu'un homme et fait sa lessive et ses robes. Pâles réformistes à courte vue, que ces prétendus anarchistes.

Assurément, les employeurs utilisent l'argument « production inférieure » et l'argument « moindre consommation » pour rétribuer moins la main-d'œuvre féminine, mais, est-ce qu'il y croient ? En réalité, ils profitent de vieux préjugés mais, souvent ils

« La femme au foyer ! », soupiraient les keuféristes.

Mais la guerre a précipité une évolution que tous les Keufers du monde n'auraient pu empêcher.

Si la classe ouvrière est encore dans l'esclavage, elle le doit, bien entendu, d'abord à ses maîtres, mais aussi, trop en partie, aux jalouses, aux divisions innombrables qui la déchirent. Jalouses de métier à métier, de catégorie à catégorie, de jeunes à vieux, d'hommes à femmes. Ces divisions stupides sont soigneusement entretenues par les patrons, qui en profitent. Evertuons-nous à les faire disparaître : soyons féministes, écoutons la voix des jeunes, tous cela est de bonne préparation pour l'unité ouvrière.

Dans un prochain article, nous étudierons : *Ce que pourrait être un groupe féministe ouvrier.*

Eugénie CASTEU.

PROPOS d'un PARIA.

Le parti communiste a profité de la commémoration de la Commune de Paris pour mobiliser ses effectifs et les faire défilé dimanche devant le mur symbolique.

Chacun bien à sa place, les groupes en formations quasi militaires, encadrés et conduits par les « militants responsables », la procession aurait pu se dérouler dans le calme le plus absolu, avec bannières au vent et chants liturgiques.

La cérémonie terminée, chacun emmenant sa chancie et les lardons s'en serait retourné chez lui avec la satisfaction du devoir « communiste » accompli.

Oui, mais, il y a en France, comme en tous les pays d'ailleurs, des gens qui, étant soi-disant chargés d'assurer l'ordre, ne font au contraire que se creuser les ménages pour trouver les meilleurs moyens de jeter le perturbation et créer le désordre. Les « flics » — il faut bien leur donner un nom, et ce n'est pas celui-là qui leur convient le mieux — se sont acquittés de leur mieux de la besogne dont ils étaient chargés. Leurs chefs, Chappé et Tardieu ont bien mérité une fois de plus de Mussolini.

Les femmes ont été particulièrement l'objet des attentions touchantes de ces messieurs. Et quelle exquise politesse : « Tiens, grosse vache, encaisse ce coup de matraque... et ce coup de pied dans le ventre est-il bien servi ?... » Ah ! Madame Chappé, que n'avez-vous pu contempler vos protégés à l'œuvre ! Mais voilà mari les a vus, lui, et je ne doute pas qu'il les récompense de leur beau courage et de leur urbanité. La République « des droits de l'homme et du citoyen » est bien défendue.

Certes, ce n'est pas la première fois qu'un préfet ou qu'un ministre, voulant jouer à l'homme à poigne, lance sur les prolétaires les forces de police. Mais jamais les gouvernements ne se sont sentis aussi forts et aussi certains qu'ils n'ont à craindre le moindre choc en retour.

Et le parti communiste porte certainement la plus lourde responsabilité de cet état de choses.

Par sa tentative de corporalisation qu'il a introduite dans toutes les manifestations qui avaient autrefois un caractère d'émancipation le plus large ou d'unité ouvrière comme la commémoration des assassinés de la Commune, par les décisions qu'il a suscitées et savamment entretenues, il a éloigné de lui les révolutionnaires les plus ardents, les syndicalistes qui veulent l'indépendance de leurs organisations spécifiquement ouvrières en un mot, tous ceux qui ne veulent pas lutter pour substituer à un état bourgeois un autre état encore plus opprime.

Mais revenons au Mur des Fédérés et citons, pour les camarades qui ne lisent pas l'Humanité, un exemple des mots d'ordres qui étaient donnés à ceux qui étaient conviés à participer à la manifestation. Ceci s'adresse à ceux qui font partie des clubs sportifs communistes :

« Contre : Le sport bourgeois, la militarisation du sport, les clubs patronaux d'usine ; la suppression des subventions à la F. S. T. ; l'interdiction du Grand Prix Cycliste de l'Humanité ; la nouvelle guerre impériale.

« Pour : La défense de l'U. R. S. S., les clubs syndicaux, les subventions à la F. S. T., la liberté d'organisation d'épreuves, pour toutes les revendications des travailleurs, les sportifs ouvriers manifestent le 26 mai au Mur, derrière les drapeaux de la Fédération Sportive du Travail. — La Commission de propagande du C. R. de la Seine. »

Marcel Cachin se réjouit du succès de la manifestation de dimanche, la classe ouvrière, écrit-il, ayant « réalisé le programme qu'elle s'était fixé ».

Donc : « A bas le sport bourgeois » et vivent les subventions !

Mais que peuvent bien faire, dans cette galère, des révolutionnaires ? — Pierre Mualdes.

PRIMUM VIVERE...

Le philistine s'enorgueillit de vivre, — de vivre sans philosopher ! Il se flatte d'être homme essentiellement pratique, débrouillard, sans scrupule lorsqu'il s'agit d'affaires. Il se réjouit de savoir gagner de l'argent, de savoir mettre de l'argent de côté, à l'occasion, de savoir manger de l'argent, car l'argent se mange ; l'argent est nutritif. Il doit avoir, à certaines bouches, la saveur de la chair humaine, la chair du pauvre !

Il s'agit de savoir, au fond, si l'on mangera ou si l'on sera mangé. Lutte inépuisable, affreuse, d'où se dégage cet argument : *Primum vivere !*

Combien de fois n'avons-nous pas entendu opposer à notre désir ardent de bien-être et d'harmonie cette formule sacramentelle qui mériterait d'être gravée au frontispice des écoles primaires ! *PRIMUM VIVERE !*

En ce temps de mercantilisme, le *primum vivere* prend une force impressionnante. Il est toute la morale, toute la philosophie de l'heure. Son commandement se fait impératif. Et l'on se sent malgré soi, comme propulsé en direction de l'abominable idole dont l'esprit possède le monde.

Il nous faut user d'une force réactive vraiment exceptionnelle pour ne pas succomber à l'entraînement général, pour ne pas être emporté par ce Maëstros satanique qui fait tournoyer l'humanité sans arrêt, la détruire et la projette, épuisée, au fond de l'abîme.

Revenir soi-même. Rester soi-même. Faire appel à toutes les ressources de la philosophie, combien cela nous est nécessaire et combien il importe que nous veillions à l'hygiène de notre moi, à l'entretien de notre santé intellectuelle et morale !

RHILLON.

La vie intense du capitalisme

Sous cette rubrique nous ferons entrer désormais tous apports sur la façon dont les sociétés capitalistes se comportent parmi le monde. Si nous sommes votés il est bon que nous sachions comment nous sommes. Si nous avons des moyens il est bon que nous sachions à quoi tient leur puissance ; quels sont les moyens qu'ils mettent en œuvre.

La C. P. D. E.

Qui est-ce qui ne connaît pas la C. P. D. E. ? Ce trust, distributeur d'électricité dans Paris a eu, il n'y a pas très longtemps, son heure de notoriété. Mieux que feu le Roi Pataud ne sut le faire, il a privée de lumière la ville et plongé dans les ténèbres jusqu'au quartier général de Chappé Imperator. Ce fut un gau de brûlage, on s'en souvint. La panne révélatrice était due au défaut d'entretien des câbles conducteurs. Mais tout s'arrangea pour le mieux. La C. P. D. E. mise sur la sellette au Conseil municipal attendit le verdict avec une sérénité parfaite. Elle savait qu'il n'y aurait pas de verdict. Elle savait qu'elle tirerait avantage de la fameuse panne. Et en effet, Chappé Imperator qui n'aime pas qu'on prive de lumière la grotte aux sombres ramifications dont il prétend avoir fait le centre médiéval de la Capitale a tout simplement demandé, et il a obtenu, qu'on lui construise une usine d'électricité spéciale. La C. P. D. E. se chargea de la besogne.

Il n'y a là qu'un incident qui ne motive pas le fait que le cours des actions de la C. P. D. E. atteigne aujourd'hui 3.000, alors que l'an dernier il n'était qu'à 1.500.

Si l'argent se porte sur la C. P. D. E., c'est qu'y a bon comme dit le nègre. Mais pourquoi y a-t-il bon ? Là est le point d'interrogation.

Les scrutateurs financiers experts en écritures et en bilans ont ajusté leurs lunettes mais ils ont eu beau scruter ils n'ont rien découvert qui motive l'inflation constatée du cours de l'action C. P. D. E. Ils concluent donc que la cause de la plus-value est étrangère au passé et au présent et qu'elle tient à l'avenir. De quoi démarre-t-il ? Que se prépare-t-il ? Quels projets s'apprêtent-ils à voir le jour ? Bien malin qui pourrait le conjecturer.

Il y a de croire que les actionnaires du trust distributeur d'électricité escomptent quelque formidable extension de bardage, — car c'en est un — et que, avec le concours de la majorité des élites, leurs créatures, ils complotent de faire suer de fructueux dividendes à la masse des consommateurs.

Or, un voyageur du métro est consommateur de courant, et pour autant que la Compagnie de transport souterrain, emprunte son courant à la C. P. D. E. on peut presque, pour ne pas dire sûrement, s'attendre à une augmentation du prix des tickets. C'est ce qui nous pend au nez. Ça et autre chose encore...

Quels sont au juste les rapports que la C. P. D. E. entretient avec la Ville de Paris.

La C. P. D. E. est concessionnaire de la vente de courant pour un temps qui théoriquement s'arrête en 1950.

La V. P. perçoit le quart des recettes brutes produites par la vente de courant d'éclairage, un dizième de la recette brute provenant de la vente de courant force motrice. Elle perçoit également une partie des bénéfices si les bénéfices dépassent un taux fixé, quitte à combler l'insuffisance, en prélevant une partie du produit, si le taux n'est pas atteint. La V. P. garantit, par conséquent, la rémunération au taux de 6 %.

minimum, des capitaux de la C. P. D. E. Hatons-nous de dire que la C. P. D. E. réalise d'importants super bénéfices : le taux de 10 % est largement dépassé.

Mais, — et voilà la grande malice de la combinaison V. P. — C. P. D. E. — la V. P. assume la charge des travaux d'extension nécessaires par l'accroissement de la consommation. La C. P. D. E. contracte des emprunts pour payer les travaux ; la ville paiera intérêts et amortissement.

La V. P. effectue le service des emprunts de la C. P. D. E. par l'intermédiaire de la C. P. D. E. Ce trust opère sous la rubrique « fonds de travaux », des refinances sur les sommes qu'elle devrait verser à la V. P.

Depuis 1922, la C. P. D. E. a émis cinq emprunts, dont le total dépasse 800 millions.

800 millions de dépenses d'extension en 7 ans. De 100 à 120 millions de travaux sensiblement effectués par an. On mesure l'énorme des aubaines que cette maine réserve aux préteurs d'une part, aux entrepreneurs d'autre part : les uns et les autres étant d'aillers des actionnaires de la C. P. D. E.

Or, c'est la V. P. qui paie. Ce sont les consommateurs qui paient comme contribuables : les petits payant naturellement beaucoup plus que les gros. Le logement de Belleville ou de Charonne paye un

“La Commune” de Lissagaray

La Librairie du Travail vient de faire paraître la Commune de Lissagaray. La réécriture de cette belle œuvre — devenue introuvable — s'imposait depuis bientôt trente ans. Nous devons louer les camarades de la Librairie du Travail de l'avoir menée à bien. Amédée Dunois, chassé du P. C. voici déjà plusieurs années parce qu'il paraissait trop démocrate socialiste aux Cétons d'alors, Treint, Suzanne Girault qui depuis... en a écrit la préface. Une préface érudite et lumineuse dans laquelle il fait revivre la rude et chevaleresque personnalité de Lissagaray, gentilhomme de plume et d'épée. Nous assistons à ses débuts, sous l'Empire. Dans les *gazettes* républicaines, il combat Badinguet et sa clique. Inévitablement il connaît la persécution : poursuites, tueries, incarcérations et aussi duels avec les coupe-jarrets des feuilles bonapartistes. Il est toujours prêt à en découdre pour la défense des idées qu'il chérit. En 1868 il fonde à Auch un journal : *l'Avenir*, qui sera de gonfalon à tous les opposants à l'Empire. Il y combat contre le retrait sorti des bords du Gers, nommé Cassagnac ; et puis à la suite d'une querelle, envoie un cartel au fils de celui-ci. Une rencontre sauvage a lieu où Lissagaray reçoit un coup d'épée dans la poitrine. Puis c'est la guerre de 1870, et Lissagaray se montre patriote, « jusqu'au boutiste » pour la guerre à outrance contre l'envahisseur, en cela il est fidèle aux enseignements « des bons maîtres » des Blanqui, des Vaillant, des Tridon et des autres.

Le gouvernement de la Défense Nationale instauré, il s'acquiert avec le larmite Gambetta, il veut lever un corps de francs-tireurs, aller rejoindre Garibaldi pour combattre les Allemands. Il a même des projets de stratégie militaire, mais il les soumet à Gambetta, qui fêlon à son habitude, feint d'y prendre grand intérêt alors qu'il s'en moque. Lissagaray, cédant à la fougue et à la générosité de son tempérament, veut, nous dit Dunois, « être avec ceux qui se battent et se font tuer ». Aussi laisse-t-il les politiciens à leurs parades et s'en va-t-il à l'Armée de Chazay. L'armistice survient. Il accourt à Paris, puis c'est le 18 mars. Lissagaray n'hésite point. Il est avec le peuple. Il lance *l'Action*, puis le *Tribun du Peuple*. Montmartre pris, Lissagaray abandonne la plume pour le fusil. Il connaît jusqu'au bout la bataille des rues ; il verra la mort de Delescluze dont il a laissé une relation si émouvante. Paris en flammes, il réussit — comment ? Il n'a pas cru devoir nous le dire « à gagner Londres ». Il y restera jusqu'à l'Amnistie, assis au British Museum, fréquentant chez Karl Marx, révolutionnaire aux certitudes du Marxisme Révolutionnaire : mission historique du prolétariat, lutte de classes, etc... Cependant il ne fut jamais un marxiste orthodoxe. Il répugnait nous dit Dunois « aux embûchages nécessaires ». Rebelle à toute organisation, essentiellement individualiste, jamais il n'accepta d'être inféodé à un clan quelconque. Sa dignité se refusa à toute sujétion. Là, constate très justement Dunois, est la cause des faibles résultats de son action politique et peut-être de l'oubli où il est tombé.

En 1871, il publia à Bruxelles une première esquisse de son histoire sous le titre : *Huit journées de mai derrière les barricades*, puis un second pamphlet : *La Vision de Versailles*, dans lequel il stigmatise les diverses factions de l'Assemblée de Versailles, d'accord « contre l'ennemi commun, le profitaire ». En 1876, paraissait à Bruxelles son Histoire de la Commune. Amnistié, il rentre en France en 1880, et aussitôt fond : *La Bataille*, où fidèle à son électisme natif, il appelle des représentants des diverses catégories socialistes. Il est plusieurs fois candidat. En 1885, il inscrit d'office Élisée Reclus et Kropotkin sur la liste de *La Bataille*. Élisée Reclus fit afficher sur les murs : « Voté c'est abdiquer, voter c'est être dupé ». Lissagaray ne l'en maintint pas moins sur sa liste « parce que nous voulons, comme il nous le conseille AGIR ». *La Bataille* fut un curieux journal, hau en couleur, combattif, quelque peu antiparlementaire. Lissagaray, quoique ayant brigué plusieurs fois un mandat, ne prisa guère les bateaux d'estrade du Palais-Bourbon. Des possibilistes, des guerriers, voire des anarchistes collaboraient. Géraud-Richard y donna sa fameuse chanson :

Dans vos estomacs bedonnants
Nous ferons bourgeois ruminants
Plus d'une entaille
Au jour de la Bataille.

A. BARCELONE.

nomes ; la propriété individuelle avait fait son apparition.

Primitivement les gentes délaissaient leur chef, *pater*, à une assemblée de séniors chargée d'administrer la cité. Lorsqu'elles se furent fractionnées il fallut procéder à un choix parmi les chefs de famille pour recruter le Sénat. Les *pères* susceptibles d'entrer au Sénat furent portés sur des listes ; on les intitula *pères conscripti*, « pères conscrits ».

Les gentes englobaient, outre les familles patriciennes, un peuple de *clients* formé d'esclaves affranchis, peu nombreux, et des populations indigènes passées sous le joug des conquérants.

Le client dépendait à tous égards d'un *patron* (le mot a la même racine que *pater*, et il signifie puissance appliquée à un objet déterminé, en l'espèce le client). Établi sur le patrimoine de la gente à charge de défendre le sol et de payer une redérence en nature au patron, le client jouissait d'une condition relativement tranquille. Il se sentait protégé et soutenu. Et puis, il n'y avait pas entre le patron et le client une distance bien grande. L'un n'était pas très riche, l'autre était assez éloigné de la misère ; ils pouvaient encore s'en-

A. M. Barthou

J'apprends par le *Libertaire* que mon camarade Delobel a été arrêté le samedi 18 mai pour un article, que je lui avais donné le 13 avril dernier, lequel portait comme titre « *Pas de pitié pour les bourgeois* ». Il est inculpé de provocation au meurtre.

Dans cet article, je faisais allusion au livre du professeur Späranski, qui contient la narration des faits qui se sont passés, à Étatérenbourg, dans la nuit du 17 juillet 1918, et j'essayais d'analyser les motifs qui avaient fait agir l'assassin, l'homme qui abattit le tsar et sa famille.

Je ne pense pas que l'analyse de ces motifs puisse constituer une provocation au meurtre ; car, dans ce cas, tous les historiens écrivent sur la mort de Louis XVI tomberaient sous le coup de la loi ; d'autre part, si celui qui analyse les faits relatés dans un livre est poursuivi, comment l'auteur du volume ne sera-t-il pas ? D'ailleurs aucune loi, du moins jusqu'à présent, n'a été promulguée pour poursuivre ceux qui analysent les événements historiques, surtout quand ces événements sont vieux de 11 ans.

D'autre part, il y a eu d'autres crimes politiques en Russie, dans la période de 1914 à 1918, et il y a à Paris un homme qui n'a pas hésité à raconter tout au long des péripéties d'un assassinat politique : je veux parler du prince Youssouff qui écrivit, il y a un an, « Comment j'ai tué Rasputine ! » et que Dame Justice n'a nullement inquiétée.

J'ai écrit ensuite : « ... Nous saurons, au jour des règlements de comptes, non nous venger bassement, mais abattre, sans pitié et sans faiblesse, *s'ils se mettent en travers de notre route*, les valets de la bourgeoisie — on pourraît s'étonner, dis-je, de voir fleurir tant de compétences jusqu'alors ignorées, si on ne savait que les fonctions de Conseiller municipal, à Paris, valent, au bas mot, 100.000 francs, bon an mal an.

On comprend facilement qu'à ce tarif,

des centaines de rénovateurs sortent de l'ombre où ils étaient plongés et se débrouillent tout à coup une âme d'adjudicataire, ainsi que toutes les qualités requises pour une bonne administration de la Cité.

Loin d'être des apôtres, les nombreux compétiteurs en présence sont, plus simplement, des prolétaires fatigués du bataille qui, comme la vie, devient trop quotidien ou des industriels soucieux de donner un plus grand développement à leurs affaires ou encore — le cas n'est pas rare — de réchissantes vaniteuses à la conquête d'un titre qui les différenciera — du moins ils le pensent — du troupeau humain.

Il n'y a rien de plus attristant, en période électorale, qu'un préau d'école. Ce lieu, ordinairement calme et souriant, devient le lieu de rendez-vous des brutes, des ignares, des ivrognes et des... communautés plus ou moins étrouvées.

L'article 24 de la loi de 1881, dispose dans ses deux premiers paragraphes, que ceux qui auront directement provoqué, soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté intérieure de l'Etat seront punis, même dans le cas où la provocation n'aurait pas été suivie d'effet, d'un an à cinq ans de prison et de 100 à 3.000 fr. 00 d'amende.

Seulement, ce même article 24 stipule expressément que la provocation au crime doit être directe, c'est-à-dire formelle et précise.

Or, la phrase merimée ne contient su-

nuellement le fait, et d'autre part, elle n'est exécutée dans ses effets que si les valets de la bourgeoisie se mettent en travers de notre route, pour empêcher que le règne de la justice arrive, mais comment imaginer que ceux qui parlent continuellement de justice et qui en portent les attributs veuillent empêcher l'avènement de son règne.

Je sais très bien, malheureusement, que tous nos raisonnements ne serviront de rien, et que je ne changerai pas d'avis, ce que les maîtres du jour ont déjà échoué. Dans ce cas, je revendique pour moi les responsabilités de l'article 24 et l'attends que vous me jetiez en cellule.

Dans le silence de la prison, je relirais — pour me distraire ! — les fameux Droits de l'Homme et du Citoyen, que nos pères ont payé de leur sang.

René GHISLAIN.

Nota. — Notre ami Delobel arrêté pour le motif qu'indique Ghislain est au régime politique depuis plusieurs jours. Ce ne peut nous satisfaire et nous demandons pour le général du *Libertaire* la mise en liberté provisoire que les banquiers « malheureux » obtiennent si aisement. — La Rédaction.

Chronique du Temps présent

Bien que trois semaines se soient écoulées depuis la dernière consultation électorale, il n'est peut-être pas inutile de jeter un regard en arrière et de dénoncer, une fois de plus, la stupidité et surtout l'immoralité du suffrage dit universel.

Les récentes élections municipales nous fournit le thème que nous allons développer, et c'est à la Ville de Paris que nous limiterons nos observations.

Ce qui frappe — on peut vérifier le fait à chaque nouvelle période d'élection municipale ou législative — c'est le nombre de candidats au moins croissant des candidats à la députation et à l'Hôtel de Ville.

Tous les quatre ans, l'armée des quinquagénaires de suffrages grossit : on peut en juger par l'alignement de ces horribles panneaux qui évidemment, pendant un mois, les artères de la capitale.

Paris, qui n'a que 80 conseillers municipaux à élire, a vu près de 1.200 candidats se présenter.

15 ans du peuple à l'assaut d'un fauteuil ! Ne trouvez-vous pas cette proportion inquiétante ?

On pourraît s'étonner de voir surgir tant de bonnes volontés éprouvées de bien public — je laisse de côté ces fantaisistes dont tout le programme consiste à réclamer la prolongation du chemin de fer de Ceinture — on pourraît s'étonner, dis-je, de voir fleurir tant de compétences jusqu'alors ignorées, si on ne savait que les fonctions de Conseiller municipal, à Paris, valent, au bas mot, 100.000 francs, bon an mal an.

On comprend facilement qu'à ce tarif, des centaines de rénovateurs sortent de l'ombre où ils étaient plongés et se débrouillent tout à coup une âme d'adjudicataire, ainsi que toutes les qualités requises pour une bonne administration de la Cité.

On comprend facilement qu'à ce tarif,

des centaines de rénovateurs sortent de l'ombre où ils étaient plongés et se débrouillent tout à coup une âme d'adjudicataire, ainsi que toutes les qualités requises pour une bonne administration de la Cité.

Loin d'être des apôtres, les nombreux compétiteurs en présence sont, plus simplement, des prolétaires fatigués du bataille qui, comme la vie, devient trop quotidien ou des industriels soucieux de donner un plus grand développement à leurs affaires ou encore — le cas n'est pas rare — de réchissantes vaniteuses à la conquête d'un titre qui les différenciera — du moins ils le pensent — du troupeau humain.

Il n'y a rien de plus attristant, en période électorale, qu'un préau d'école. Ce lieu, ordinairement calme et souriant, devient le lieu de rendez-vous des brutes, des ignares, des ivrognes et des... communautés plus ou moins étrouvées.

L'article 24 de la loi de 1881, dispose dans ses deux premiers paragraphes, que ceux qui auront directement provoqué, soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté intérieure de l'Etat seront punis, même dans le cas où la provocation n'aurait pas été suivie d'effet, d'un an à cinq ans de prison et de 100 à 3.000 fr. 00 d'amende.

Seulement, ce même article 24 stipule expressément que la provocation au crime

doit être directe, c'est-à-dire formelle et précise.

Or, la phrase merimée ne contient su-

nuellement le fait, et d'autre part, elle n'est exécutée dans ses effets que si les valets de la bourgeoisie se mettent en travers de notre route, pour empêcher que le règne de la justice arrive, mais comment imaginer que ceux qui parlent continuellement de justice et qui en portent les attributs veuillent empêcher l'avènement de son règne.

Je sais très bien, malheureusement, que tous nos raisonnements ne serviront de rien, et que je ne changerai pas d'avis, ce que les maîtres du jour ont déjà échoué. Dans ce cas, je revendique pour moi les responsabilités de l'article 24 et l'attends que vous me jetiez en cellule.

Dans le silence de la prison, je relirais — pour me distraire ! — les fameux Droits de l'Homme et du Citoyen, que nos pères ont payé de leur sang.

René GHISLAIN.

Nota. — Notre ami Delobel arrêté pour le motif qu'indique Ghislain est au régime politique depuis plusieurs jours. Ce ne peut nous satisfaire et nous demandons pour le général du *Libertaire* la mise en liberté provisoire que les banquiers « malheureux » obtiennent si aisement. — La Rédaction.

Il n'y a rien de plus attristant, en période électorale, qu'un préau d'école. Ce lieu, ordinairement calme et souriant, devient le lieu de rendez-vous des brutes, des ignares, des ivrognes et des... communautés plus ou moins étrouvées.

L'article 24 de la loi de 1881, dispose dans ses deux premiers paragraphes, que ceux qui auront directement provoqué, soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté intérieure de l'Etat seront punis, même dans le cas où la provocation n'aurait pas été suivie d'effet, d'un an à cinq ans de prison et de 100 à 3.000 fr. 00 d'amende.

Seulement, ce même article 24 stipule expressément que la provocation au crime

doit être directe, c'est-à-dire formelle et précise.

Or, la phrase merimée ne contient su-

nuellement le fait, et d'autre part, elle n'est exécutée dans ses effets que si les valets de la bourgeoisie se mettent en travers de notre route, pour empêcher que le règne de la justice arrive, mais comment imaginer que ceux qui parlent continuellement de justice et qui en portent les attributs veuillent empêcher l'avènement de son règne.

Je sais très bien, malheureusement, que tous nos raisonnements ne serviront de rien, et que je ne changerai pas d'avis, ce que les maîtres du jour ont déjà échoué. Dans ce cas, je revendique pour moi les responsabilités de l'article 24 et l'attends que vous me jetiez en cellule.

Dans le silence de la prison, je relirais — pour me distraire ! — les fameux Droits de l'Homme et du Citoyen, que nos pères ont payé de leur sang.

René GHISLAIN.

Nota. — Notre ami Delobel arrêté pour le motif qu'indique Ghislain est au régime politique depuis plusieurs jours. Ce ne peut nous satisfaire et nous demandons pour le général du *Libertaire* la mise en liberté provisoire que les banquiers « malheureux » obtiennent si aisement. — La Rédaction.

Il n'y a rien de plus attristant, en période électorale, qu'un préau d'école. Ce lieu, ordinairement calme et souriant, devient le lieu de rendez-vous des brutes, des ignares, des ivrognes et des... communautés plus ou moins étrouvées.

L'article 24 de la loi de 1881, dispose dans ses deux premiers paragraphes, que ceux qui auront directement provoqué, soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté intérieure de l'Etat seront punis, même dans le cas où la provocation n'aurait pas été suivie d'effet, d'un an à cinq ans de prison et de 100 à 3.000 fr. 00 d'amende.

Seulement, ce même article 24 stipule expressément que la provocation au crime

doit être directe, c'est-à-dire formelle et précise.

Or, la phrase merimée ne contient su-

nuellement le fait, et d'autre part, elle n'est exécutée dans ses effets que si les valets de la bourgeoisie se mettent en travers de notre route, pour empêcher que le règne de la justice arrive, mais comment imaginer que ceux qui parlent continuellement de justice et qui en portent les attributs veuillent empêcher l'avènement de son règne.

Je sais très bien, malheureusement, que tous nos raisonnements ne serviront de rien, et que je ne changerai pas d'avis, ce que les maîtres du jour ont déjà échoué. Dans ce cas, je revendique pour moi les responsabilités de l'article 24 et l'attends que vous me jetiez en cellule.

Dans le silence de la prison, je relirais — pour me distraire ! — les fameux Droits de l'Homme et du Citoyen, que nos pères ont payé de leur sang.

René GHISLAIN.

Nota. — Notre ami Delobel arrêté pour le motif qu'indique Ghislain est au régime politique depuis plusieurs jours. Ce ne peut nous satisfaire et nous demandons pour le général du *Libertaire* la mise en liberté provisoire que les banquiers « malheureux » obtiennent si aisement. — La Rédaction.

Il n'y a rien de plus attristant, en période électorale, qu'un préau d'école. Ce lieu, ordinairement calme et souriant, devient le lieu de rendez-vous des brutes, des ignares, des ivrognes et des... communautés plus ou moins étrouvées.

A TRAVERS LE MONDE

EN ALLEMAGNE

Le massacre des ouvriers de la "Badische Anilin" raconté par un témoin

La sonnerie du téléphone retentit... — On vous demande de Ludwigshafen. — Bien, je vous veux.

— Allô... oui, c'est moi. Oui, oui, je réponds donc : depuis trois jours, les ouvriers quittent l'usine de la B.A.S.F. (Badische Anilin) après huit heures de travail. Ils se refusent à travailler 9 heures. La direction menace de lock-out. Ce soir, vous avez une réunion, à laquelle je dois absolument prendre part... C'est bon, j'y serai. Au revoir.

Depuis des heures, les fils télégraphiques passent devant mes yeux avec la même régularité. Nous voilà enfin à Francfort, et il fait déjà nuit lorsque le train entre en gare de Mannheim.

Maintenant, la situation devient difficile : Ludwigshafen est encore occupée et on ne peut passer le pont du Rhin qu'avec un laissez-passer signé des autorités françaises. Mais, heureusement, on n'arrête pas tout le monde, et on ne contrôle pas tous les tramways.

J'ai de la chance et j'arrive à Ludwigshafen sans avoir été incommodé par personne.

Deja à la porte de la salle de la réunion, on perçoit distinctement la voix vibrante de l'orateur. La réunion est déjà commencée. La salle est remplie de fumée d'hommes.

Tous les vieux camarades qui, plus d'une fois déjà, ont eu à mener la lutte contre les magasins de la chimie, sont présents.

Des rapports sur la situation dans l'usine se succèdent.

De nombreux ouvriers qui depuis des semaines et des semaines articulaient à peine un bonjour et ne parlaient plus dans les réunions depuis des années, retrouvent ici leur langue. Tout le monde exprime l'opinion que les ouvriers de la chimie ne reconnaissent à aucune condition la prolongation du travail de nuit à neuf heures ordonnée par la direction de l'usine.

Or, les rois de la Badische Anilin ont voulu s'en tenir au contrat signé par les chefs de la Fédération des ouvriers de fabrique (Fabrikarbeiterverband) qui leur donne le droit de prolonger la durée du travail.

Mais les ouvriers répliquent : nous avons démenti notre avis lors de la signature du contrat ? et d'autres : Notre santé se détruit ici, et ce n'est pas pour ça que nous avons fait la grève. Nous, nous tenons à la journée de huit heures.

Les dirigeants de la Badische Anilin ont décreté : depuis le 1^{er} mars, la journée de travail est de 9 heures. Mais une partie très infime d'ouvriers est restée à l'usine. Des milliers et des milliers passent devant le jardin échappé à leur mot d'ordre : la journée de huit heures.

Telle était la situation depuis trois jours. Si, le premier jour, les contremaîtres et les chefs d'équipes croyaient que les « récalcitrants » deviendraient plus raisonnables, le lendemain soir déjà, ils devaient déchanter et s'avouer qu'un nombre plus grand d'ouvriers encore s'étaient ralliés aux opposants.

Pendant une courte pause, proposée pour permettre au Comité de préparer une résolution, on appela la nouvelle que le lock-out était déjà déclenché. L'équipe de nuit pouvait encore travailler jusqu'au lendemain matin. Puisque l'ordre ordonna d'afficher cette décision dans toutes les gares des environs, car dans quelques heures, 15.000 ouvriers de 670 localités viendraient prendre leur service.

La situation était pour nous très claire : la décision du lock-out ne pouvait atteindre tous les ouvriers et empêcher que des milliers de prolétaires viennent le lendemain et trouvent les portes fermées. Aussi décidâmes-nous de préparer la nuit même un tract et d'organiser pour le lendemain matin une réunion devant les portes de l'usine en vue de laquelle nous désignâmes de suite les orateurs.

7 heures du matin. Devant la grande porte des centaines de prolétaires, leurs bouteilles de café et leurs musettes dans les mains, sont massés. Aucun d'eux ne sait que le lock-out est déjà déclenché. Ils s'étonnent seulement de voir la porte fermée et qu'on ne les laisse pas entrer. Est-ce qu'ils ne veulent pas travailler ? Mais, assurément si, mais pas plus de huit heures. C'est pourquoi ils sont déjà partis de chez eux à 4 ou 5 heures, ils n'ont pas l'habitude d'attendre, leur vie n'est-elle pas une chasse continue, et n'y a-t-il pas toujours quelqu'un derrière eux, pendant le travail, pour accélérer leur rendement ? Mais ils ne veulent pas aujourd'hui de contremaîtres, et maintenant, de toutes les rues avoisinantes, affluent des milliers et des milliers de prolétaires, tel un long ruban noir.

Ils sont la des jeunes et des vieux. Ils ont presque tous la même couleur terne de visage, les mêmes vêtements pauvres et la même démarque fatiguée, comme s'ils portaient une charge invisible et accablante.

Mais, fait curieux, les masses restent la muettes, seules les lèvres s'ouvrent lentement pour

articuler ce seul mot : « Lock-out ». Les tracts volent, tels des oiseaux blancs.

En un clin d'œil, nous voilà sur un mur et, rempli de haine contre les magnats de la chimie, nous prouvons aux ouvriers, avec quelle brutalité cette agression contre la journée de huit heures a été déclenchée et comment l'arbitrage et le réformisme syndical ont privé les ouvriers de tout droit de libre disposition.

Devant nous se dresse la large porte close. Servies étroitement les uns contre les autres, des milliers d'ouvriers sont massés sur le mur de cette entrée fermée. Il est déjà presque huit heures, et, sous l'œil des battants immenses de la porte s'ouvre lentement.

La masse s'agite ; peut-être tout cela n'était qu'une illusion, maintenant tout le monde va pouvoir retourner à son travail ? Les regards peuvent à peine embrasser la large place. Mais que se passe-t-il ?

50 mètres à peine de la porte vis-à-vis de l'entrée, on voit des hommes, des hommes en uniforme ! La police ! Mais que vient faire la police dans l'usine ? En l'espérance d'un éclair, mille pensées traversent les cervaux. Je me mets à les compter. Soudain, un cri rauque sortant de la masse : « Ils ont des revolvers dans les mains ! »

La grande porte est largement ouverte, mais personne ne fait un pas pour entrer. Une détonation ! la foule se disperse en une course folle. Les ouvriers tombent, crient, fuient toujours et, derrière eux, les brutes policières les poursuivent sans arrêt de tirer.

La grande place est maintenant dégagée. Ça et là, des protestations sont entendus, leurs musettes sur le dos et près d'eux la bouteille de café. Des balles confondent les protestataires, dont le seul crime est de ne pas avoir compris, devant les portes fermées, que le lock-out était déclaré !

De ma vie, je n'ai vu un massacre aussi odieux et, par surcroît, précédé d'un véritable guet-apens.

Les masses se rassemblent de nouveau. Un changement s'est produit en elles. Elles font volte-face et se dirigent vers la grande porte. Les policiers se replient sans cesser de tirer. Déjà la foule est dans la cour et continue d'avancer.

Devant la porte de l'usine, des cadavres et des blessés. Les policiers n'ont plus de munitions. Maintenant, les ouvriers s'élancent sur les barreaux pour venger leurs camarades de travail.

C'est alors que les « sauveurs » arrivent précipitamment. La police impétueux secours s'est adressée aux autorités françaises qui, immédiatement, ont envoyé des troupes. Les agents de police se sont alors mis sous la protection de l'ennemi et, entourés de troupes coloniales, ils sont en sûreté pour passer à travers une haie de milliers de protestataires.

Les ouvriers de la chimie n'ont pas encore oublié ce monstrueux massacre, et la place devant la grande porte de l'usine est passée journalement des milliers de protestataires, est la pour rappeler constamment que parmi les pierres, est encore le sang de ces ouvriers assassinés par le trust de la chimie. — E. S.

La classe ouvrière n'a pas de capacité politique ; elle n'en a pas besoin. Sa cause n'a rien de commun avec la politique, c'est sur le terrain économique que sa destinée se joue, et exclusivement et intégralement là. — PROUDHON.

Donnez-nous satisfaction

Avec les divisions qui rongent le mouvement anarchiste il n'a pas été toujours facile — depuis plusieurs années surtout — de rassembler autour du LIBERTAIRE les militants rédacteurs susceptibles de rendre des plus intéressantes la lecture de notre organe.

Nos lecteurs conviendront qu'avec ce numéro il y a quelque chose de changé. Nous leur annonçons d'ailleurs que nous ne nous en tondrons point la tête que nous nous efforcerons encore d'améliorer la tenue du journal.

Mais il ne faut plus que le LIBERTAIRE se débatte constamment dans des difficultés financières qui la mettent toujours à deux doigts de sa disparition.

Abonnez-vous, camarades ! Amenez-nous de nouveaux lecteurs ! Participez à la souscription !

Ainsi vous montrerez que vous êtes sensibles aux efforts que nous faisons pour vous donner un bon journal de propagande anarchiste.

LE LIBERTAIRE AUTOUR D'UNE SAINTE

La 51^e fête fédérale de gymnastique à Orléans

Le 500^e anniversaire de la délivrance d'Orléans par la sainte pucelle Jeanne, on le sait, d'être célébré avec tout l'éclat nécessaire à une manifestation clérical et politique de ce genre.

On a pu se rendre compte que les abus de la foule n'ont rien négligé pour que cette mascarade fasse une énorme impression sur la pauvre cervelle populaire, afin que celle-ci en sorte un peu plus imprégnée de préjugés patriotes. Cela est nécessaire pour préparer les moutons à la boucherie de demain.

Ne croyez pas qu'après la Comédie du 8 mai et des jours précédents tout était terminé : La grande quinzaine johannique s'est terminée par la 51^e fête fédérale de gymnastique.

On sait ce que valent les différentes sociétés qui ont participé à cette manifestation.

On sait quels buts poursuivent leurs objectifs. On sait qu'avec l'éducation physique qu'elles donnent aux jeunes gênes, ces sociétés travaillent surtout à former chez eux l'esprit patriote et les préparent à faire de bons élèves de l'Ecole du CRIME.

Certes, si ces différentes organisations n'avaient pour but que de rendre l'être plus fort, plus harmonieux, de lui donner le moyen, par la culture physique, de se faire un corps sain, capable de résister aux assauts de la maladie, si elles ne poursuivaient que le noble idéal d'apprendre à l'homme à cultiver son corps aussi bien que son intelligence, je serai le premier à les louer et à les encourager...

Je n'ai jamais eu la naïveté de croire cela ! Et si cependant je l'avais eu, de nombreux passages que je retrouve dans les discours prononcés par les personnalités officielles après le banquet qui clôture cette memorable journée, m'auront singulièrement détroussé.

Qu'on lise, qu'on juge :

Ainsi s'exprime M. Cazalet, président de l'Union Fédérale :

« Notre œuvre eut comme la prescience des paroles de Chünz à Reims, en 1882, lorsqu'il définissait ainsi son programme devant Jules Ferry : « Faites-nous des hommes, et l'armée en fera des soldats ! » A son tour, M. François Poncet, sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, nous a déclaré :

« La gymnastique, enfin, en même temps qu'elle contribue à créer l'individu, renforce puissamment le sens de la communauté nationale. Les enfants, qui, dès le jeune âge, accompagnent en commun des mouvements rythmés, feront plus facilement que d'autres de bons citoyens. Pour suivre une fin qu'il saisit, adhérant à une discipline qu'il accepte, l'adolescent acquiert, peu à peu, le sentiment profond de l'obéissance à la loi. Il se prépare ainsi pour cette grande tâche du service militaire à la sagesse définitive, demeurer une obligation. Au reste, l'éducation physique s'implique plus que jamais à une époque de service à court terme.

Je suis obligé de conclure, d'après l'avis de ces messieurs, que ces sociétés de « gymnastique » n'ont qu'une intense préparation à la guerre de demain que l'adolescent se prépare ainsi à cette grande tâche du service militaire, qu'elles ne sont qu'une sorte d'apprentissage, de noviciaud, d'un jeune homme en sortira vraiment citoyen de la République, c'est-à-dire capable, le cas échéant, de défendre l'indépendance, la liberté et l'honneur de son pays, c'est-à-dire aller crever dans les barbelés, n'est-ce pas, monsieur Poncet ?

O tout bête et stupide admiratrice qui applaudissait ces jeunes gymnastes ! Pourras-tu dorénavant maintenant qu'on te donne en spectacle des veaux qu'on engrangeait pour l'abattoir, des proies que la Déesse Patrie attend d'être grâssées à point pour les dévorer de ses dents de fauve sanguinaire. — Raoul COLIN.

(I) Extrait du Républicain Orléanais du 22 mai.

UN NOUVEAU CRIME DU GOUVERNEMENT RUSSE

Francesco Ghezzi arrêté par le Guépéou

La rédaction du « Bulletin Communiste » vient de me communiquer que les prisons russes se sont refermées sur le militant ouvrier, l'anarchiste italien Francesco Ghezzi ainsi que sur une dizaine de nos camarades. Aucun doute n'est possible quant à l'exactitude de cette information.

Le gouvernement dit communiste, encouragé par l'indifférence avec laquelle le monde civilisé apprécie la disparition dans les mêmes bagages d'un autre réfugié politique italien, Alfonso Petrini, répète son coup, et ainsi se trouve posée la question de l'existence de quelques proscrits italiens, français, bulgares, anarchistes ou communistes de gauche qui vivaient jusqu'à maintenant en Russie, à condition de ne pas exprimer au grand jour leurs idées. La police russe va essayer son coup sur la vie de Ghezzi ; si l'Europe et l'Amérique ouvrières restent impuissantes, demain ce sera le tour des autres militants réfugiés en Russie, et qui avaient cru échapper au capitalisme mondial. Celui-ci ne pourra qu'être heureux du nouveau gage de solidarité que lui donne le Gouvernement stalinien en étranglant l'ennemi du fascisme, Francesco Ghezzi.

L'ennemi du fascisme, oui ! Jusqu'aux travailleurs communistes qui ne peuvent pas ignorer son rôle dans la lutte sociale italienne, puisqu'en 1922 la « Rote Fahne », l'organe central du Parti Communiste allemand le défendit, quand le gouvernement mussolinien insistait pour que Ghezzi lui soit livré. Quelle légende infâme les dirigeants de l'Internationale Communiste vont-ils maintenant inventer pour salir celui au secours duquel ils appellent le prolétariat mondial à l'époque ?

Et pourtant, il sera difficile de le ternir aux yeux des ouvriers, même des militaires communistes du rang, car sa vie est là :

Premier emprisonnement, pour avoir emprisonné, pour avoir

deux jeunes hommes italiens sa haine de la guerre. Puis au moment où le tragique problème du carnage se pose directement devant lui, au moment où les Cachin votèrent à tour de bras les crédits de guerre, l'adolescent Ghezzi abandonna sa famille, et à travers tous les obstacles, à travers les glaciers, entre les balles de carabines, passa sur une terre où il n'est pas forcés de tuer des ouvriers. Mais la lutte de classe bat son plein dans la Suisse démocratique comme ailleurs et de nouveau Ghezzi est en cellule, parce que pour lui il n'y a pas de patrie, et partout où des protestataires luttent, il se met à leur côté.

Puis c'est l'après-guerre italien, où avec Ghezzi donne tout son être jusqu'au moment où, protestation suprême, contre l'assassinat lent d'Errico Malatesta, éclate l'explosion de la Diana ; les sbires italiens n'ont rien de plus pressé que d'essuyer de l'implacable affaire et bientôt toute la police italienne est à ses trousses. Peine perdue ! Il y a encore des protestataires pour lequel le droit d'asile n'est pas une formule creuse et la classe ouvrière abrite son fils jusqu'à ce que les bourreaux aient perdu la trace. Leur haine ne pardonne pas.

Fin 1921, après un court séjour en Russie où la Nep déjà commençait à chasser les derniers efforts d'un mouvement révolutionnaire, Ghezzi s'en va regagner part à la mèlée. Un an après, Sévering, le social-démocrate, l'arrête à Berlin avec l'espoir de le livrer en vitesse à Mussolini comme il avait fait avec notre camarade Boldrini.

Le prolétariat brise ce marché ; les syndicalistes de Berlin réussissent à donner l'alarme et, bientôt, dans divers pays, à la voix ouvrière se joint celle de quelques écrivains, pour qui la littérature n'est pas un commerce. La presse communiste allemande est obligée de se joindre à cet effort et Sévering recule ; Ghezzi est là, mais, à condition de se rendre immédiatement en Russie.

Le gouvernement russe croit acheter ainsi le silence ; il espérait que Ghezzi, une fois arrivé, accepterait avec bonheur quelque poste lucratif où, moyennant sa neutralité, il aurait l'assiette pleine. Erreur de calcul : Ghezzi pense qu'il est des

choses plus durables, plus utiles que de chanter les louanges de celui qui vous donne la gamelle. Il entre dans le prolétariat russe ; et alors ce fut l'existence de l'esclave de l'Etat patron.

Etre avec sa classe, ce n'est pas seulement connaitre sa misère ; c'est partager avec elle ses colères, ses haines et aussi ses efforts vers un mieux-être. Est-ce ce crime qui vaut à Ghezzi d'être dans les cellules de la Prison Intérieure à Moscou ? Nous risquons fort de ne jamais le savoir. Ghezzi est en danger de mort.

Ce n'est pas là une exagération littéraire ; c'est une probabilité frisant la certitude. Non seulement parce que la tuberculose qu'il contractée dans les prisons suisses et italiennes ne manquera pas de s'éveiller, puisque le régime de prévention du Guépéou n'admet pas de sortie au préau, pas un seul instant de la journée ; non le gouvernement Staline est maintenant plus expéditif.

Et pourquoi se généralise-t-il ?

David Kogan et Achtyfsky furent bien massacrés sans jugement en 1923 ; qui se souvient encore de leurs noms ?

Alfonso Petrini, accusé du pire crime pour un révolutionnaire, celui d'être passé au fascisme, est bien disparu depuis des mois dans l'obscurité des prisons russes ; avez-vous jamais entendu une seule voix des Ligues des Droits de l'Homme, des grands intellectuels qui ait jamais posé au grand jour la question que le *Libertaire* clamait sur ses pages ?

Et maintenant c'est le tour de Ghezzi ! A moins qu'il n'y ait une limite à l'infamie : à moins que des prolétaires socialistes se retournent vers leurs chefs et exigent que la lumière soit faite sur ce cas ; à moins que ce qui reste de sincérité parmi les communistes et les communistes n'exige pas la libération de Ghezzi, mais son jugement public.

Quand en Russie les saboteurs du Doenitz, les étudiants fascistes et complices allemands ont le droit de citer leurs témoins, peuvent se faire assister par les avocats, peuvent même comme ce fut le cas pour les socialistes révolutionnaires, en faire venir de l'étranger, sur quel point peuvent se baser pour refuser ce même droit à Ghezzi dont la valeur fut reconnue par les communistes il y a quelques années ?

Juge donc Ghezzi au grand jour pour qu'il démontre son dévouement au prolétariat, pour que la classe ouvrière puisse alors empêcher Staline, le boucher, d'y toucher.

N

LA VIE DE L'UNION

PARIS-BANLIEUE

Groupe anarchiste des 11^e et 12^e. — Les camarades anarchistes et sympathisants des 11^e et 12^e, sont invités à venir faire valoir leur point de vue à la réunion qui aura lieu le mardi 4 juin, à 20 h. 30, au 150, du Faubourg Antoine, salle d'au fond.

Groupe du 15^e. — Réunion du groupe vendredi 7 juin à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle.

Groupe des 17^e et 18^e. — Réunion tous les mardis soir à partir de 20 h. 30, à l'Indépendance, 48, rue Duhesme (18^e). Mardi prochain, 4 juin, à l'ordre du jour : les décisions de l'assemblée générale.

Groupe d'Etudes et de Documentation. — A l'Indépendance, 48, rue Duhesme (18^e). Jeudi 6 juin, à 21 heures : *La naissance du mouvement syndical*, par Guigui.

Groupe de Bezons. — Réunion dimanche 2 juin, à 14 h. 30, salle Demarquet, à Carrères-sur-Seine. Présence de tous indispensable.

Groupe Régional Drancy-Bobigny. — Malgré l'arrestation de notre camarade Delobel, la propagation et la réorganisation du groupe continue.

Très prochainement, une réunion générale aura lieu.

Il est nécessaire que tous les camarades comprennent l'utilité du groupement.

Pour répondre à la répression, seul l'organisation, par la continuité de ses efforts est capable d'arriver à des résultats.

Compagnons sympathisants, lecteurs du « Libertaire », vous serez présents tous à la réunion.

P. S. — Prendre le « Libertaire » au sixième, à la papeterie-mercerie.

Groupe Libertaire de Saint-Denis. — Devant les méthodes dictatoriales qui s'implantent de plus en plus, notre pays, les antifascistes ont pour devoir de réagir. Seule l'organisation et la cohésion sont de nature à faire reculer l'hydre fasciste qui menace. Aussi le groupe rappelle aux sympathisants, aux lecteurs du « Libertaire ».

taire », que ses réunions ont lieu tous les vendredis à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, 4, rue Suger, salle du 1^{er} étage.

PROVINCE

Lézignan. — Les amis et sympathisants de Lézignan et environs pourront se procurer « Le Libertaire » au bureau de tabac Laiffait, face au café des Sports.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine, S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

Groupe de Pézenas. — Le groupe de Pézenas se réunit tous les dimanches matin, rue Annecy-France, n° 4, au fond de la cour. Librairie Journaux. Appel à tous les sympathisants.

Toulouse. — Réunion du Groupe anarchiste communiste, Bien-Etre et Liberté, tous les samedis au local du groupe rue Saint-Charles, 43 bis, à partir de 21 heures.

Distribution des vivres au groupe d'achats en commun, tous les dimanches matin, rue Saint-Charles, 43 bis.

Vente de livres et brochures à notre librairie sociale, le dimanche matin à Saint-Sernin, angle de la rue Saint-Bernard.

Cours d'espérance le jeudi soir à 21 heures au local du groupe anarchiste.

N.-B. — Notre groupement d'achats en commun prennent chaque semaine plus d'importance, à partir du 1^{er} juin, fera des répartitions chaque jour, de 18 à 19 heures ; le mercredi, de 18 à 21 heures et le dimanche matin jusqu'à midi.

Nous espérons, camarades sympathisants et militants, que vous jugerez l'utilité de nos efforts et que vous estimerez devoir venir grossir nos rangs en participant régulièrement à toutes nos réunions, à tous nos travaux. Employons tous nos efforts à démontrer la possibilité de se régir et s'administrer sans intermédiaires ! Allons ! les copains, du nerf et à la besogne. — A. Tricheux.

La Voix de Province

ALES

Epilogue de la provocation fasciste

Je n'ai point besoin de rappeler aux camarades les faits qui se sont produits dernièrement à Ales. Le consul d'Italie étant venu pour visiter le faubourg, et présider une cérémonie fasciste quelconque, les larbins de Mussolini ne trouvent rien de mieux, que de provoquer nos camarades, et la police, prenant fait et cause pour les fascistes, arrête plusieurs de nos copains, en inculpant de désordres dans la rue de coups et blessures.

Les deux avocats des inculpés (un du secours rouge, et celui des libertaires) se mirent d'accord pour la défense, et obtinrent, non sans peine, la liberté provisoire pour leurs clients ; à l'audience du tribunal correctionnel de la semaine, ils comparissaient devant les juges qui en condamnèrent trois à 25 francs d'amende, et le quatrième à 50 francs d'amende et un mois de prison.

Devant le tribunal, M. le Commissaire de police d'Ales, un certain M. Tomaso (du sens le corse) a demandé l'expulsion pour nos camarades, mais le tribunal la lui refusa. Seulement, les juges ont oublié que depuis quelques mois, ils sont au-dessous des policiers et que seule en France la police a le droit d'expulser ou non les étrangers, donc quelques jours après les délinquants furent appels au commissariat et après s'être vus dépourvus de leurs cartes d'identité, ils apprirent avec stupeur qu'ils étaient expulsés.

Il est bien, qu'il n'y a plus de légalité en France, que l'on peut être arrêté préventivement que bientôt l'on n'a plus le droit de dire que la stabilisation du franc c'est la faillite des quatre cinquièmes, mais tout de même, c'est aller un peu fort de changer les arrêts d'un tribunal correctionnel et de faire à son plaisir ; d'ailleurs pourquoi dans ce cas, aller devant les tribunaux ? Que le policier juge et condamne à sa fantaisie, nous y gagnerons ainsi les appoinements forts élevés de tous les chats-fourrés de France. — Spartacus.

CLAMECY

Après la foire électorale

Enfin, c'est fini ! Les charlatans de la politique ont remis leurs tambours au magasin des accessoires. Les rues de la ville vont pouvoir être désinfectées. Les habitants de notre cité vont pouvoir dormir sur leurs deux oreilles et pour cause... nous avons deux élus communistes. Garde la casse... que les socialistes se tiennent tranquilles. J'espère que l'été prochain, nous ne verrons plus les vieilles grand-mères du quartier de l'route d'Auxerre se ramasser en gisant sur la glace de 0 m. 30 d'épaisseur. Et les chômeurs auront du travail n'est-ce pas ? La construction de l'hôpital va commencer... nous avons deux communistes. A propos, je signale qu'un pauvre gars de la dernière des guerres, crève comme un chien au Rétoré. Sans soins, sans argent, victime et deux fois assassiné, voilà ce que fait du prolétariat la République 3^e du du do. — Rat-Moua.

MARSEILLE

A bas le fascisme.

Notre camarade Martin est poursuivi pour le même motif que notre ami Tonelli, de Toulon. M. Lassallori, du bureau de Marseille, dépendra notre camarade. Cette répression imbécile n'empêchera jamais les anarchistes d'agir solidement en faveur des prisonniers d'Italie, et de crier leur haine d'un régime de bœuf et de sang.

A bas le fascisme assassin. Vive la solidarité !

ORLEANS

Résurrection

Après une éclipse fort heureusement de courte durée, le permanent de l'Union régionale de la C.G.T. d'Orléans vient de faire sa réapparition et signe le leader du « Travailleur ». Ce pauvre permanent avait été un peu malmené au dernier Congrès du P.C. après le lâchage de son ami Doriot. Nos félicitations à ce brave Crozet qui a si bien su se plier à la discipline bolchevique et qui lèche la main qui le frappe mais qui le nourrit. Et ça lui évitera les stations dans les bureaux de placement car il lui aurait été très difficile de trouver un emploi en rapport avec ses aptitudes présentes, car vous savez (ou vous ne savez pas), un stage de permanent chez les bolcheviks développe le système pileux dans le creux de la main et il paraît même que l'on peut se passer de canne, par la suite.

Or donc en signe de réjouissances, ledit permanent organise une partie de campagne à laquelle pourront assister tous les syndiqués et non syndiqués.

Pas un ne manquera ajouté Crozet en terminant son invitation sur le « Travailleur ».

A la bonne heure ! J'voilà une partie de campagne qui promet d'être réussie ! avec les effectifs que sera la vraie réunion de Masses prévue tous les quinze jours par le P. C.

IMPRESSIONS de TOURNÉE

A Perpignan, lundi 13 mai. Belle salle bien garnie. Trois cents personnes environ. C'est d'ailleurs tout ce qu'elle peut contenir. Auditoire attentif, en général sympathique. Pas de contradiction, une assez bonne collecte à la sortie.

Il y a, à Perpignan, quelques bons camarades qui pourraient, à mon avis, créer un groupe sérieux pour régulariser et intensifier la propagande. Il y a de bons éléments dans la ville.

Comme en beaucoup de localités du Midi, je fais une constatation. Les camarades espagnols sont plus nombreux que les camarades français, et c'est bien souvent grâce à leur concours pécuniaire que les réunions peuvent être organisées.

A Narbonne, le mardi 14 mai, dans la salle du Synode, une salle moyenne. Entre 250 et 300 auditeurs. Belle réunion. Aucune contradiction. L'année dernière, les bolchevistes étaient venus livrer un fureux assaut. Cette année, ils brillent par leur absence. C'est un bon moyen de ne pas se rendre ridicule en ne venant pas.

A Ornaisons, petite localité viticole, à 20 kilomètres de Narbonne, le mercredi 15 mai. Il y a malheureusement attraction dans le pays le même jour, ce qui fait qu'une partie de la jeunesse quitte la réunion au moment où commence la distraction.

En moyenne, 200 personnes ont écouté avec intérêt l'exposé. Le copain Vaqué, humble militant, actif, dévoué et intelligent, est satisfait de la réunion.

A Toulouse, le mardi 21 mai. En général, maigre auditoire. Cette fois-ci, il y a 300 personnes environ, et c'est un succès relatif pour la ville.

Les copains ont d'ailleurs bien organisé. Ils sont une bonne poignée, à Toulouse, qui ont l'esprit d'organisation et méthodique. Ils ne veulent plus se contenter d'abstraites théories et veulent réaliser des expériences pratiques. Ils ont créé un groupement d'achats en commun qu'ils espèrent transformer en coopérative. Ils ont une belle bibliothèque populaire, assez importante. Ils ont un local suffisant pour les belles réunions de groupe. Bref, ce sont des positivistes, des partisans de la mise en pratique, dans la mesure relative des possibilités, de nos conceptions.

Leur effort est à signaler particulièrement.

La réunion a lieu dans le calme. Une citoyenne de l'Armée du Salut, puis un jeune des Jeunesse Patriotes, viennent risquer une contradiction, ce qui déride un peu l'auditoire.

A la Bastide-le-Rouaroux (Tarn), le mercredi 22 mai. Réunion organisée par les copains de Mazamet. Il y a quelques sympathisants dans le pays.

Environ 600 personnes à la réunion, qui se déroule dans le calme. Pas de contradiction. L'auditoire fait bon accueil.

A Lézignan (Aude), le vendredi 23 mai. Assez belle assistance de 300 personnes environ.

Un contradicteur communiste, Roussel, vient débiter les arguments favoris de son parti. « Vous avez raison de critiquer tous les maîtres, mais faites une exception pour les dictateurs bolcheviques, qui sont de bons maîtres, eux, et ne veulent que le bien du prolétariat. »

Je me refuse, naturellement, à faire cette distinction et persiste à mettre les dictateurs rouges dans le même panier que les autres. Naturellement, cela ne plait pas à mon contradicteur, qui reprend la parole, et la reprendrait dix fois s'il le fallait.

Les soi-disant communistes ont cette manie de vouloir causer toujours les derniers. C'est plus aisé, probablement. Tant bien que mal, la réunion se termine, et l'auditoire part assez satisfait de cette controverse.

A Espéraza (Aude), le vendredi 24 mai. petite ville de 4.000 habitants. Jamais touchée jusqu'à présent par notre propagande. Sébastien Faure y est passé, il y a trente-huit ans, et c'est la dernière fois qu'on a entendu parler un anarchiste.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien de phénoménal (du moins, je le pense) et je préfère des auditeurs venant pour s'éduquer.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien de phénoménal (du moins, je le pense) et je préfère des auditeurs venant pour s'éduquer.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien de phénoménal (du moins, je le pense) et je préfère des auditeurs venant pour s'éduquer.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien de phénoménal (du moins, je le pense) et je préfère des auditeurs venant pour s'éduquer.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien de phénoménal (du moins, je le pense) et je préfère des auditeurs venant pour s'éduquer.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien de phénoménal (du moins, je le pense) et je préfère des auditeurs venant pour s'éduquer.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien de phénoménal (du moins, je le pense) et je préfère des auditeurs venant pour s'éduquer.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien de phénoménal (du moins, je le pense) et je préfère des auditeurs venant pour s'éduquer.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien de phénoménal (du moins, je le pense) et je préfère des auditeurs venant pour s'éduquer.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien de phénom